

il a tout simplement ajouté au fouillis causé par les empiétements, le double emploi et le gaspillage dans le domaine du bien-être social pour lequel le contribuable canadien est obligé de payer. Personne n'est mieux renseigné que le premier ministre. Il déclare prendre des mesures pour mettre fin à cet état de choses, au moins l'a-t-il promis. Mais on dirait qu'il n'a pas encore eu le temps d'agir.

C'est pourquoi notre pays supporte encore le joug de la bureaucratie confuse du bien-être social que lui a léguée l'équipe Pearson-Sharp. C'est de là que viennent les frais. Le ministre de l'Industrie et le président du Conseil du Trésor viennent ici déplorer ces augmentations. J'estime qu'ils ont raison, mais pourquoi le gouvernement n'agit-il pas au lieu d'essayer vainement de faire passer l'augmentation réelle du déficit pour des excédents ou des formes imaginaires d'équilibre budgétaire? Même cette expression est aujourd'hui oubliée, car il n'est plus question d'équilibrer le budget mais les comptes nationaux.

Je ne vois aucun changement véritable. Un air pur et vivifiant devait pénétrer dans nos murs et transformer les attitudes du gouvernement après les dernières élections. Aucun changement, que je sache, ne s'est produit dans cette enceinte, ni dans les politiques du nouveau gouvernement. A vrai dire c'est la même vieille clique qu'on retrouve, appliquant évidemment les mêmes vieilles politiques.

Le premier ministre ne semble pas vouloir vraiment éliminer les politiques asphyxiantes du passé et suivre la voie souvent préconisée au sujet de l'assurance frais médicaux et de l'amélioration des programmes, par le chef de l'opposition et d'autres au cours des derniers mois.

M. Skoberg: Monsieur le président, c'est un plaisir pour moi, à titre de nouveau député de la circonscription de Moose Jaw, de parler brièvement de la motion dont nous sommes présentement saisis. Je me rends compte, à l'instar d'autres députés à la Chambre, qu'il est dans le vent de protester contre les dépenses du gouvernement, peu en importent les conséquences. Toutefois, tous les députés comprennent, j'en suis sûr, que le budget global doit s'adapter aux besoins de la nation bien qu'on puisse réaliser quelques épargnes dans certains secteurs.

Je me pose deux questions: répond-on de façon satisfaisante aux besoins de chacune des régions du pays et l'aide est-elle répartie équitablement? Il importe, je pense, que les députés sachent que la circonscription de Moose Jaw est à peu près mi-rurale et mi-urbaine. On peut donc dire que je connais

[M. Nielsen.]

très bien les difficultés que rencontrent les ruraux et les citadins.

Je n'aimerais pas que le gouvernement coupe les dépenses dans des domaines qui ont, et qui auront, des effets désastreux dans la circonscription que je représente, et je ne doute pas que chaque député pense comme moi, quant à sa circonscription. Je suis sûr que tous les députés, et en particulier tous ceux de l'Ouest, sont conscients de la gravité de la situation agricole en ce moment. Je reviens à peine de Moose Jaw, Outlook, Davidson, Dinsmore, Central Butte et d'autres régions de la Saskatchewan, et je trouve la situation grave, pour ne pas dire plus.

• (3.50 p.m.)

Je sais que beaucoup de députés, ceux de l'Est surtout, ne se rendent pas compte de l'importance de l'industrie agricole pour chaque citoyen du pays. J'ose dire que si l'industrie agricole est atteinte, toute l'économie canadienne en souffre. Le ministre de l'Agriculture nous dit que le gouvernement surveille la situation de près. Cela ne suffit pas. On doit intervenir immédiatement pour garantir au producteur de l'Ouest qu'il aura en mains l'argent qu'il lui faut pour faire face aux lourdes échéances. Il faut que le prix des produits agricoles soit garanti, dans l'Est comme dans l'Ouest. Il faut reconnaître ce qu'il en coûte au cultivateur et ce dernier doit réaliser un bénéfice raisonnable.

A mon avis, monsieur le président, nous devons garantir un prix minimal de \$2.12 le boisseau de blé et de \$3.12 le boisseau pour les mille premiers boisseaux de blé livrés par chaque ferme sur le marché national. Encore aujourd'hui, certains éditorialistes et certains députés affirmaient que l'industrie du blé n'avait besoin d'aucune subvention et que nous n'avions que faire d'un système de double prix pour nos céréales. Je ne vois pas pourquoi on demanderait aux cultivateurs des Prairies de subventionner ceux-là mêmes qui nient la nécessité de subventions. Le Canada est la seule nation exportatrice de blé au monde qui ne soutienne pas ses prix agricoles. C'est le temps ou jamais de regarder la réalité en face: nous devons soutenir les prix de cette industrie fondamentale.

A mon sens, le gouvernement ne peut pas, en toute justice, s'attendre que le cultivateur canadien soutienne la concurrence que lui livrent les gouvernements étrangers, et c'est exactement ce qui arrive maintenant. Les autres pays soutiennent les prix de leurs produits de base, et le Canada doit faire de même. Il est grand temps d'étudier la chose de près. Il serait peut-être intéressant de